



**Louisa DRIS-AÏT HAMADOUCHE**,  
Maître de conférences à la Faculté des  
Sciences politiques, Alger 3; Rédactrice  
en chef de la Revue Algérienne des  
Sciences Politiques, Chercheuse asso-  
ciée au CREAD; Membre du Conseil  
consultatif de l'Association des Citoyens  
de la Méditerranée.

Toutes dernières publications

• Louisa Dris-Aït Hamadouche  
et Yahia Zoubir :

**Global Security Watch - The Maghreb :  
Algeria, Libya, Morocco, and Tunisia**  
Praeger, 2013.

• Louisa et Chérif Dris :

**Le monde arabe sur le Mali et le Niger**  
Global Brief, Spring-Summer 2013

• **L'Algérie face au**

**« printemps arabe » : l'équilibre par  
la neutralisation des contestations**  
Confluences Méditerranée, Numéro 81,  
Printemps 2012, pp 55-67

• **Législatives algériennes :**

**La légitimation électorale du discours  
sécuritaire**

Institut Européen de la Méditerranée  
(IEMed), Mai 2012

• **L'Algérie face au printemps arabe :**  
**pressions diffuses**

**et résilience entretenue**  
l'Annuaire IEMed de la Méditerranée,  
Med. 2011, Mai 2012

• Louisa et Chérif Dris :

**De la Résilience des Régimes  
Autoritaires :**

**La Complexité Algérienne**  
Année du Maghreb, VIII | 2012,  
p. 279-301

• **L'Algérie dans Dialogue 5+5**  
in *Le 5+5 face au réveil arabe*,

Dirigé par Jean-François Coustillière,  
Harmattan, Les Cahiers de Confluences,  
2012, pp 47-54

## Édito

par **Louisa DRIS-AÏT HAMADOUCHE**



## Ce que le printemps doit à l'hiver : Transitions démocratiques dans le monde arabe

Sur quelle base décide-t-on qu'une  
révolution est réussie ou qu'elle a  
échoué ?

Cette question s'inspire de la rapidité  
avec laquelle les changements interve-  
nus dans le monde arabe seraient déjà  
passés du « printemps » à « l'hiver »,  
sans passer par la case « été »...

Domage, l'été en Méditerranée est  
une si belle saison...

L'image peut faire sourire, elle n'en est  
pas moins le reflet d'une opinion assez  
répandue, qui ignore - ou fait mine  
d'ignorer - que dans une transition  
démocratique, le temps médiatique  
n'est pas le temps politique. *suite en page 2*

*Comme chaque mois, cette lettre a pour vocation de vous infor-  
mer à la fois des activités à venir organisées par l'association,  
des nouveautés intervenues sur le site **Euromed-IHEDN**,  
de vous communiquer, le cas échéant, le point sur d'éventuels  
événements concernant la Méditerranée et de vous présenter  
des personnalités liées à notre association et œuvrant pour le  
rapprochement des deux rives de la Méditerranée.*

**Marion FALLOT** - Chargée de la rédaction

**MERCI**  
**de soutenir l'association**  
**en adhérant**  
ou en renouvelant  
votre participation  
**Renvoyez dès maintenant**  
**vos bulletins d'adhésion**

*Voir bulletin d'inscription  
(ou de réinscription) en page 10*

## François Hollande et la Méditerranée

un article

de Sébastien Abis

et Jean-François Coustillière

*Parution Annuaire IEMed. de la Méditerranée  
à lire en pages 5 à 8*

**Le compte-rendu  
de la conférence**

**La place des Coptes  
dans  
la nouvelle Égypte**

**de M. Hani Barsoum**

est en ligne dès maintenant

sur votre espace Adhérent

[www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

**A tous ceux  
qui soutiennent  
l'association,  
membres adhérents,  
bénévoles  
et sympatisants,  
nous souhaitons  
de bonnes fêtes  
de fin d'année**

**Découvrez  
le programme  
du cycle complet  
des Conférences  
2013/2014**

*Rendez-vous en pages 3 et 4*



*suite de la page 1*

Le pessimisme ambiant est sous-tendu par des arguments objectifs.

En effet, il est impossible de nier que les révoltes populaires contre les pouvoirs politiques en place depuis des décennies ont plongé la Syrie et la Libye dans la guerre civile et le Sahel dans une instabilité proche du chaos. Difficile, par ailleurs, d'ignorer que la situation politique en Egypte est tellement fragile qu'aucun scénario ne peut être exclu. Quant à la Tunisie, elle n'a sans doute jamais été aussi clivée et incertaine qu'aujourd'hui. Il est tout aussi indéniable que sur le plan économique, les contrecoups des révoltes plonge de larges pans de la population dans la précarité. Le choc est d'autant plus rude que les aspirations révolutionnaires étaient immenses.

Au niveau régional, si les ententes étaient rares, elles le sont davantage et le cas de la détérioration des relations égypto-turques en est une illustration.

Les faits sont là, mais comme les chiffres, ils sont manipulables et peuvent servir à tenir un procès d'intention. En effet, est-il raisonnable de penser que les forces politiques issues de l'effondrement soudain d'un pouvoir politique totalitaire puissent immédiatement être en phase avec les règles de la démocratie ? Pourquoi une tradition autoritaire devrait-elle avoir moins d'impact pour la construction d'une démocratie, que la tradition démocratique pour son rétablissement ? Les Algériens ont rompu avec le pluralisme partisan entre 1962 et 1989 seulement. Or, 25 ans de parti unique ont suffi à déconstruire leur culture pluraliste, à engendrer toutes sortes d'extrémismes idéologiques et à permettre à un multipartisme de façade de s'installer. Comment, alors, exiger des Libyens qu'ils établissent un système libéral, stable et

pacifié après des décennies de pouvoir autocratique, de système féodal, d'une part, et des semaines de bombardements, d'autre part ?

En plus de la violence, l'«hiver arabe» tient aussi ce titre en raison de la résurgence de l'armée au centre du jeu politique. Là encore, cette résurgence signifie-t-elle l'échec de la transition ? Non, pour peu qu'on retienne deux éléments :

- Quand un pouvoir politique fondé sur une armée institutionnellement politisée voit son chef tomber, cette chute ne signifie pas - et ne peut pas signifier - la dépolitisation de cette armée. Partant de là, n'est-il pas de l'ordre du non sens que de penser que le coup d'Etat contre le président Morsi met fin à la transition en Egypte ?

- La quête de sécurité est un réflexe individuel et collectif. Quand une population est plongée dans l'incertitude et l'insécurité, il n'est pas surprenant qu'une partie de cette population se réfugie derrière ce qu'elle croit être un rempart protecteur et refuge. Ceux qui, en Egypte, soutiennent le général Essissi n'appellent pas pour autant au retour du système Moubarak. Ceux qui, en Libye, approuvent la création par le gouvernement de milices secrètes n'en appellent pas davantage à la perpétuation du régime Kadhafi sans Kadhafi.

Le troisième argument de « l'hiver arabe » est lié aux victoires enregistrées par les partis islamistes dans les premières élections libres et pluralistes. Là encore, des voix se sont élevées, évoquant une « révolution volée ». Mais à qui appartiennent les révolutions entamées avenue Bourguiba, place Tahrir, etc... pour lancer une telle accusation ? Si aucune force politique organisée ne peut en revendiquer la propriété,

comment peut-on en dénoncer la spoliation ? Les islamistes (titre générique qui renferme des réalités politiques différentes) ont émergé en Tunisie, en Egypte et en Syrie. Etait-ce réellement une surprise ? L'observation empirique montre que le tout premier vote post-dictature n'est pas un vote de conscience, fondé sur la réflexion, les débats contradictoires, l'action de terrain et la mobilisation citoyenne. Ce premier vote intervient dans une période trouble, instable, clivée, avec d'une part les anciennes forces politiques qui tentent de résister et les nouvelles qui tentent de s'installer. C'est une période idéale pour deux types de votes : le vote sanction et le vote refuge. Pour des raisons sur lesquelles il est inutile de revenir, les Tunisiens et les Egyptiens ont choisi la sanction et privilégié les islamistes qui, selon eux, représentaient le mieux la rupture avec le système antérieur. Qu'ils aient eu raison ou tort, la question n'est même pas là, car il s'agit de perceptions et non de réflexions.

La violence, les clivages, le retour de l'armée et des islamistes dessinent donc le tableau de « l'hiver arabe ». Il est tout de même intéressant de noter que ceux qui étaient le plus optimistes sont précisément ceux qui tiennent les discours les plus pessimistes. Entre les deux, il y a la nécessaire humilité de se rappeler que la révolution commence par celle des mentalités et que celles-ci n'ont que faire du temps médiatique, des changements constitutionnels et des lois électorales. La transition démocratique c'est comme de passer de l'enfance à l'âge adulte. Dououreux, plein d'erreurs et de questions.

Or, ces douleurs, ces erreurs et ces questions ne façonnent-elles pas l'adulte mature et responsable de demain ?



## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Conférences ouvertes à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé) Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : [entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr) ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)



#### notre invitée

sera Mme **Louisa DRIS-AÏT HAMADOUCHE**

Maître de Conférences à la Faculté des Sciences Politiques, Alger 3.

sur le thème :

## La politique étrangère et la situation politique en Algérie : Quelle complémentarité fonctionnelle ?

Durant les révoltes arabes, l'Algérie se démarque à plus d'un titre. D'abord, et démentant les pronostics très médiatisés, la rue ne se révolte pas. Ensuite, contrairement à d'autres capitales arabes, Alger ne soutient pas les révoltes des peuples arabes et maintient une neutralité prudente à travers le principe de non-ingérence dans les affaires internes des Etats souverains. Enfin, et malgré l'euphorie ambiante, son discours officiel ne cesse de mettre en garde contre les dangers d'une escalade et les

risques sécuritaires liés à des changements politiques violents.

Cette triple démarcation ne doit rien au hasard. Elle est directement liée à l'importance de deux paramètres dans l'analyse de la politique étrangère algérienne : d'une part, l'importance du socle de principes érigés en doctrine après l'indépendance ; et d'autre part, l'influence prédominante de la politique intérieure. L'impact de ces deux paramètres sur la politique étrangère récente de l'Algérie a suscité des

critiques évoquant une diplomatie figée, réactive, défensive, bloquée sur un paradigme dépassé car prisonnière d'un régime politique cherchant le statu quo.

Entre le satisfecit béat et l'auto-flagellation, il y a de la place pour une mise en perspective de la politique étrangère vis-à-vis de la politique intérieure. Partant du postulat que la politique étrangère est le reflet de la politique intérieure, jusqu'à quel point peut-on parler de complémentarité fonctionnelle entre les deux ?

#### À MARSEILLE

Lundi 16 décembre

amphithéâtre de l'Ecole de la Deuxième Chance  
360, chemin de la Madrague-Ville / pl. des Abattoirs  
MARSEILLE 15ème.

**Inscriptions à la conférence à MARSEILLE  
prises jusqu'au vendredi 13 décembre**

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner avec le conférencier :

Inscriptions prises jusqu'au mercredi 11 décembre dans la mesure des places disponibles.

Le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :  
*Restaurant LES ARCENALX* .

#### À PARIS

Mercredi 18 décembre

amphithéâtre Suffren,  
à l'Ecole militaire.

**Inscriptions à la conférence à PARIS  
prises jusqu'au jeudi 12 décembre**

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner avec le conférencier :

Inscriptions prises jusqu'au mercredi 11 décembre dans la mesure des places disponibles.

Le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :  
*Association EUROMED-IHEDN* .

Contact [entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr)

# Les entretiens d'Euromed-IHEDN

## Prochaines conférences

non encore ouvertes à l'inscription

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)



**SOIRÉE RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS**

À PARIS Mercredi 8 janvier > À MARSEILLE Lundi 13 janvier

### **Les stratégies déployées par des puissances extérieures en Méditerranée**

Par M. Jean-François COUSTILLIERE



À PARIS Mercredi 15 janvier > À MARSEILLE Lundi 27 janvier

### **Enjeux et défis du Maroc contemporain**

Par M. Daniel RIVET



À MARSEILLE Lundi 10 février > À PARIS Mercredi 12 février

### **Défis et enjeux au Maghreb**

Par M. Ahmed DRISS



À MARSEILLE Lundi 17 mars > À PARIS Mercredi 19 mars

### **Les enjeux du développement durable en Méditerranée**

Par M. Hugues RAVENEL



À MARSEILLE Lundi 19 mai > À PARIS Mercredi 21 mai

### **Impact des révoltes arabes sur les relations entre sociétés civiles**

Par Mme Giovanna TANZARELLA



À PARIS Mercredi 11 juin > À MARSEILLE Lundi 16 juin

### **Le Sahel : un abcès au sud de l'Union européenne**

Par Mme Laurence Aïda AMMOUR

Contact [entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr)

Aperçu géographique | **Les pays méditerranéens de l'Union européenne**

## François Hollande et la Méditerranée

**Sébastien Abis**<sup>1</sup>

Analyste géopolitique

**Jean-François Coustillière**

Consultant, JFC Conseil

Depuis mai 2012, François Hollande est le second homme politique de gauche à occuper la fonction de président de la V<sup>e</sup> République après François Mitterrand. Son programme, son action et son style diffèrent fortement d'avec son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, qui resta au pouvoir de 2007 à 2012. Si cela vaut tout particulièrement sur le terrain des affaires intérieures, il en est de même en matière de diplomatie et de relations extérieures, notamment vis-à-vis de l'espace méditerranéen. Des changements sont observés. Pour autant, ils s'inscrivent dans un contexte européen fragile et dans une période marquée par de nouvelles inquiétudes stratégiques en Méditerranée.

### Les Français et l'Europe avant tout

Le président Hollande doit faire face à une situation nationale pour le moins délicate. Les finances publiques se dégradent et le problème de l'emploi, central dans les préoccupations méditerranéennes, n'épargne pas la France. Le redressement économique du pays s'affiche comme l'une des priorités du président Hollande. En politique étrangère, les questions européennes ont la primauté. Le sauvetage de la monnaie unique, la préservation des solidarités entre États membres (notamment avec la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le

Portugal) et le maintien de politiques communes comme en matière agricole constituent des lignes directrices pour Paris. Quant au couple franco-allemand, si précieux pour la construction européenne, les modalités de l'austérité budgétaire à mener font l'objet d'un vrai débat. En dehors des frontières européennes, François Hollande s'est surtout illustré au Mali, en décidant, début 2013, d'intervenir militairement dans cet État du Sahel en proie au terrorisme islamiste. Endossant son rôle de chef des armées, il a su prendre la mesure de la gravité géopolitique bien que la problématique du retrait des forces françaises demeure désormais posée. Cette action donne à la région du Sahel une place stratégique de premier plan dans l'agenda diplomatique français. Ce reclassement s'effectue aux dépens d'une zone méditerranéenne, où le président Hollande semble avoir fait des choix à caractère géographique et où la France reste parfois désemparée face aux révoltes populaires qui se prolongent.

### Une relation spéciale mais moins multilatérale avec la Méditerranée

L'espace méditerranéen est central dans la politique étrangère de la France. C'est une constante qui dépasse l'aléa électoral et oblige chaque décideur. Pour les intérêts français, pour la stabilité interne de l'hexagone et pour la conservation d'une influence internationale, la Méditerranée demeure incontournable. Même si l'intimité des rapports décline avec le temps et que certaines positions économiques s'érodent, la France demeure liée aux pays méditerranéens par sa géographie, son commerce, sa société et sa culture. La francophonie trouve dans cette

<sup>1</sup> La rédaction de cet article a été achevée en juillet 2013.

région un écho encore significatif. De nombreuses collectivités territoriales de l'hexagone ont tissé des relations durables avec villes et régions du pourtour méditerranéen. Plusieurs entreprises françaises investissent dans cette zone qui représente aussi un marché en croissance sur certains segments de consommation. Les flux humains sont par ailleurs très denses entre la France et les rives sud et est de la Méditerranée, pour des motivations à la fois familiales, touristiques et professionnelles. Sur le plan géopolitique, Paris a joué un rôle essentiel pour que l'Union européenne (UE) propose en 1995 le Partenariat euro-méditerranéen (PEM). En 2008, la France a poussé l'idée de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Enfin, sa voix dans la gestion des conflits, à défaut d'être décisive, reste encore écoutée même si elle peut souvent sembler être à la remorque des États-Unis, notamment au Proche-Orient.

**L'espace méditerranéen est central dans la politique étrangère de la France. Pour les intérêts français, pour la stabilité interne de l'hexagone et pour la conservation d'une influence internationale, la Méditerranée demeure incontournable**

Depuis son accession à l'Élysée, François Hollande ne peut donc que prolonger cette histoire ancienne, passionnée et particulière avec l'espace méditerranéen. Néanmoins, plusieurs bifurcations ont été amorcées. Le président français n'ignore pas les déceptions provenant de l'échec de l'UpM lancée par Nicolas Sarkozy. Il sait également que les révolutions tunisiennes, égyptiennes, libyennes puis syriennes ont sérieusement transformé le paysage géopolitique d'un bassin méditerranéen plus atomisé que solidaire, plus contrasté qu'homogène. Résultat, l'action multilatérale dans cette région sociopolitiquement effervescente devient très complexe. Les distinctions entre les pays se renforcent. Des acteurs extrarégionaux s'imposent dans les affaires commerciales, à l'instar de la Chine, reviennent sur le terrain militaire, comme la Russie, ou déploient une diplomatie économique et religieuse comme le

Qatar ou l'Arabie saoudite. L'enlisement du conflit israélo-palestinien, la guerre en Syrie et la non-intégration maghrébine sont d'autres paramètres supplémentaires qui handicapent le développement de relations multilatérales entre États de la Méditerranée. Il n'est donc pas surprenant que la France, comme l'UE, privilégie la dimension bilatérale pour conduire sa politique méditerranéenne. Bruxelles, dès le printemps 2011, a réactivé sa politique de voisinage (PEV), en la rénovant sur le choix des priorités sectorielles, mais en confirmant le principe de la différenciation. Pour Paris, cette tendance sera identique ou presque.

#### **Hollande et la Méditerranée : le cœur ou la raison ?**

Dès son élection, François Hollande est donc confronté à la nécessité de définir une politique méditerranéenne française qui tienne compte de l'acquis, s'intègre dans la démarche européenne et soit porteuse d'une impulsion nouvelle. Il est de plus confronté à la ligne de clivage qui oppose en France, à droite comme à gauche, les partisans d'un alignement atlantiste/occidentaliste, tournés vers Washington, et les tenants de l'approche gaullo-mitterrandiste, davantage à l'écoute des pays du Sud et des pays émergents, et qui défendent une certaine indépendance stratégique. Le président se montre d'une grande prudence. Il sait que la France a déçu au moment des révolutions en Tunisie et en Égypte, qu'elle est allée trop loin dans l'ingérence en Libye, que son volontarisme sur la crise sahélienne est risqué et qu'elle est condamnée à supporter la ligne américaine dans les conflits au Proche-Orient. Pour se démarquer de Nicolas Sarkozy, le président se doit de ne pas confondre vitesse et précipitation. Prônant un accompagnement des transitions en cours dans les pays qui ont connu des bouleversements politiques, François Hollande se veut pragmatique. Vis-à-vis des nouveaux gouvernements installés sur la rive sud de la Méditerranée, la tonalité se veut positive, ouverte et confiante, bien que certains points sensibles soient scrutés de près (respect des partis d'opposition, des droits des femmes et des minorités). La France cherche ainsi à entretenir des relations avec l'ensemble des forces politiques de ces pays, notamment en Tunisie, pays considéré par

Bilan

Aperçu géographique | Les pays méditerranéens de l'Union européenne

171

Annuaire IEMed. de la Méditerranée 2013

Paris comme le laboratoire de ces transitions en cours et de la démocratisation dans le monde arabe. Concernant le Maghreb, François Hollande cultive de bonnes relations avec le Maroc, où une visite d'État a été réussie en avril 2013. Toutefois, il s'efforce de rééquilibrer la politique française en Algérie, où d'ailleurs, il fut, en décembre 2012, en visite d'État tandis que ce pays a discrètement soutenu l'opération française au Mali, une première depuis son indépendance. En Tunisie, le président français s'y est rendu les 4 et 5 juillet 2013, saluant la « transition » et le « mouvement » dans ce pays, à la différence des messages délivrés auparavant chez les deux voisins maghrébins où François Hollande avait plutôt mis en avant la « stabilité » et la « continuité ». Consolider la présence française et poursuivre le partenariat avec les pays maghrébins est d'autant plus nécessaire qu'il faut désormais composer avec les menaces terroristes au Sahel et les risques liés à l'intervention au Mali.

Assainir les relations avec Ankara et doper le commerce avec ce marché en croissance constituent l'un des objectifs de l'actuel gouvernement, qui veut traduire dans les faits la volonté du président de promouvoir la « diplomatie économique », concept avec lequel les pays de la Méditerranée auront à composer dorénavant

En revanche, le silence sur la Libye persiste et tranche avec les gesticulations de son prédécesseur vis-à-vis de Tripoli. En outre, plus le curseur se déplace vers l'Orient, moins l'action du président Hollande paraît claire et cohérente. Face à l'Égypte et ses tumultes, la France est dans l'expectative. Sur le dossier syrien, le cafouillage domine, illustré par l'hypothèse de la livraison des armes aux insurgés. Cette opération, un instant envisagée par Paris, a rapidement été suspendue au printemps 2013. La militarisation et la communautarisation en Syrie sèment de nombreux doutes en France quant à l'issue de ce conflit qui perdure depuis deux ans. François

Hollande, comme tant d'autres dirigeants européens, condamne les violences, redoute les effets collatéraux dans la zone (notamment au Liban), mais se révèle incapable de peser sur le cours des événements dont on peut penser qu'il dépend évidemment d'une vraie concertation avec tous les acteurs, n'excluant ni la Russie, ni la Chine, ni l'Iran... À cela s'ajoute sans doute la contrainte de suivre pour Paris les positions américaines au Proche-Orient après avoir reçu de Washington un soutien diplomatique et logistique manifeste au Mali. La France pourrait être, ainsi, conduite à soutenir une opération américaine éloignée de ses intérêts propres. Sur la question israélo-palestinienne, le président français ne s'aventure donc pas à sortir du périmètre fixé par la ligne occidentaliste et qui consiste à faire le vœu d'une reprise du dialogue entre les deux parties afin de relancer un processus de paix paralysé. François Hollande, délaissant certaines promesses de campagne sur la reconnaissance de l'État palestinien, déçoit régulièrement les défenseurs des droits de l'homme et ceux qui plaident pour que Paris prenne une position forte sur le Proche-Orient, capable d'apporter une alternative au blocage actuel de la situation. À l'est du bassin méditerranéen, un réchauffement s'installe avec la Turquie, sans pour autant parler de véritable élan. Assainir les relations avec Ankara et doper le commerce avec ce marché en croissance constituent l'un des objectifs de l'actuel gouvernement, qui veut traduire dans les faits la volonté du président de promouvoir la « diplomatie économique », concept avec lequel les pays de la Méditerranée auront à composer dorénavant.

#### Hollande et la Méditerranée : le pragmatisme circonstanciel

En dépit de cette bilatéralisation croissante des politiques françaises en Méditerranée, François Hollande tente de nourrir le discours convenu sur la coopération multilatérale dans la région. Le 27 août 2012, dans cet exercice annuel inévitable, le président a fixé le cadre de la politique étrangère française lors de son discours devant les ambassadeurs. Il y a rappelé l'ambition du pays en direction de cette Méditerranée où les réalités se transforment, exigeant, à ses yeux, que la France puisse s'y adapter et se montrer à l'écoute des différentes

aspirations qui s'expriment. Attaché à la mobilisation des compétences du Secrétariat technique de l'UpM, François Hollande a repris le leitmotiv de cette initiative, en défendant le concept d'une « Méditerranée de projets » et en créant dès janvier 2013 une Délégation interministérielle à la Méditerranée (DIMed). C'est un signal national intéressant envoyé en direction des pays partenaires de cette région, au même titre que l'accent mis tout particulièrement sur la société civile, la jeunesse et la formation.

Le président Hollande s'est surtout exprimé en faveur d'une coopération renforcée dans le Bassin occidental à travers le Dialogue 5+5, ce qui représente assurément la vraie rupture par rapport à Nicolas Sarkozy. Cette priorité donnée aux relations avec le Maghreb s'est confirmée les 5 et 6 octobre 2012 à Malte, avec sa participation au sommet des chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5. Prolongeant l'un des thèmes phares de son programme hexagonal, il a notamment insisté sur la « jeunesse » et sur les enjeux de la formation, de l'emploi et de la mobilité dans la région méditerranéenne. François Hollande, qui se veut réaliste, favorise surtout les synergies pour faciliter les financements, mieux utiliser les instruments de coopération existants et rendre complémentaires les initiatives françaises avec les politiques méditerranéennes de l'UE. Au final, conditionnée par des moyens économiques en diminution, la France du président Hollande comprendrait-elle que la dispersion des efforts est inutile et ne mène à rien ? Cette approche très pragmatique a le mérite d'être réaliste et de ne pas multiplier les effets d'annonce dans un contexte géopolitique qui ne permet pas à la coopération euro-méditerranéenne de rebondir pour le moment.

Il est trop tôt pour juger l'action du président François Hollande vis-à-vis de l'espace méditerranéen.

### Le président Hollande s'est surtout exprimé en faveur d'une coopération renforcée dans le bassin occidental à travers le Dialogue 5+5, ce qui représente assurément la vraie rupture par rapport à Nicolas Sarkozy

Cela dit, plusieurs tendances se dégagent et quelques certitudes apparaissent. Le président désire recréer de la confiance dans la région et restaurer l'image parfois dégradée de la France auprès de la société civile de certains pays. Il avance dans cette direction avec son gouvernement, avec prudence mais professionnalisme. Il opère des choix géographiques par priorité stratégique. Toutefois, un trop grand tropisme pour le Maghreb pourrait être mal perçu par certains États du Proche-Orient et serait vulnérable aux surenchères des différentes nations d'Afrique du Nord aujourd'hui encore guidées par des antagonismes notoires. Il suffit de voir l'extrême sensibilité des affaires sahraouiennes pour apercevoir les dangers diplomatiques à l'horizon. L'épineuse question du Sahel servira aussi de test pour savoir jusqu'où la France peut encore aller dans son expression de puissance influente dans les affaires régionales, et s'affranchir tant des pressions américaines que de celles liées aux stratégies des pays du Golfe arabo-persique. Enfin, reste à se demander si Paris pourra durablement cultiver son discours multilatéral sur les politiques méditerranéennes d'une Europe économiquement affaiblie et qui préférera demain évoquer un « voisinage » là où, autrefois, elle parlait de « partenariat ». Or, pour pouvoir rester une puissance influente, la France a besoin autant de l'Europe que de la Méditerranée.

Bilan

Aperçu géographique | Les pays méditerranéens de l'Union européenne

173

Annuaire IEMed. de la Méditerranée 2013





## Quelles perspectives de sortie de crise, d'un point de vue de Touareg, pour le Nord-Mali



### Je reviendrai à Tombouctou Un chef touareg témoigne de Laurence Aïda AMMOUR, Jean-Luc PEDUZZI, Shindouk OULD NAJIM

Ixelles éditions  
Parution juin 2013

Je m'appelle Shindouk. Je suis le chef exilé de la communauté des Oulad Nagim, un Berabish, né à Tombouctou. Le territoire de ma tribu se trouve à 120 km au nord-est de ma ville natale, à Iwa-Watane, sur la route de l'Azalai. Là, j'ai fait construire la première école du désert et réhabilité les puits de mes ancêtres. J'ai épousé une Américaine, Miranda, qui a vécu en brousse en Mauritanie chez les Peuls dont elle parle la langue.

Nous avons eu un enfant. Puis les groupes islamistes sont arrivés. Il y a un an, en mars 2012, Shindouk et sa famille ont fui in extremis la ville de Tombouctou investie par des groupes armés islamistes et sont allés se réfugier aux États-Unis, près de la frontière canadienne, dans le village dont est originaire Miranda puis se sont installés en Nouvelle-Écosse au Canada. Le Nord-Mali est au coeur de l'actualité.

Les victoires remportées sur les djihadistes par l'intervention militaire française et celle des armées africaines suffiront-elles à régler la crise du Nord-Mali ? Combien de temps soldats maliens et français seront-ils confrontés aux combattants islamistes et à leurs attentats suicides ? Ce livre témoignage se propose d'apporter un éclairage sur la crise au Nord-Mali en donnant la parole à un chef touareg de Tombouctou qui accepte de raconter son histoire personnelle et de donner son sentiment sur les événements.

C'est aussi le prétexte pour une analyste en sécurité internationale et un policier de terrain, spécialiste de la zone saharienne, d'expliquer la situation géopolitique instable de cette région sous haute tension. Depuis l'apparition du terrorisme en zone saharienne (restrictions/interdictions de déplacement faites par les chancelleries occidentales à leurs ressortissants, mort du tourisme) jusqu'au retour des Touaregs de Libye, l'arrivée en nombre de djihadistes et la fuite avec les siens en Amérique, Shindouk retrace l'histoire de son pays, les fractures de la société malienne et le suicide politique de la nation.

Et après ? Comment Shindouk voit-il l'avenir ? Quelles perspectives de sortie de crise, d'un point de vue de Touareg, pour le Nord-Mali ? Aucune solution ne semble se profiler dans une situation qui s'avère particulièrement complexe.



2013/2014

## Bulletin d'adhésion à l'Association EUROMED-IHEDN

Bulletin à renvoyer avec votre règlement à :  
EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom ..... Prénom .....

Prénom du conjoint *le cas échéant* .....

Adresse.....

.....

.....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Tél. .... Fax .....

**Je souhaite devenir membre actif de l'association Euromed-IHEDN  
et règle la cotisation d'un montant de :**

55 € (une personne)\*     80 € (couple)\*     Etudiant (gratuit)\*

\* cocher la case (ou les cases) correspondant à votre choix

**Je souhaite accompagner mon adhésion d'un don** voir conditions colonne de droite

d'un montant de .....

*l'association vient de recevoir, pour l'année 2013/2014, l'autorisation de délivrer un reçu fiscal pour tout don fait à l'association (en dehors de la cotisation annuelle) : rescrit fiscal codifié à l'article L80C du Livre des Procédures fiscales.*

### CONDITIONS D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION

L'adhésion à l'association Euromed-IHEDN est soumise à une cotisation annuelle d'un montant de :

- **55€ par personne**
- **80€ pour un couple**
- **Gratuite pour les étudiants** sur présentation de la carte correspondante

Cette qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une carte de membre actif d'Euromed-IHEDN Valable du 1<sup>er</sup> septembre 2013 au 31 juillet 2014.

### Déclarée d'Intérêt général

l'Association Euromed  
IHEDN

bénéficie depuis cet été  
de mesures fiscales  
incitatives aux dons

### Hors cotisations

**Pour un particulier dona-  
teur :** une réduction d'impôt  
de 66 % du montant du  
versement du montant du  
don (limités à 10%  
du revenu imposable).  
Possibilité de report sur  
5 ans de l'avantage fiscal  
au delà du plafond de 20%.

**Pour une entreprise  
donatrice :** une réduction  
de 60 % du montant du  
don sur l'impôt sur les  
sociétés dans la limite d'un  
plafond de 0.5% du chiffre  
d'affaires, avec possibilité  
de report de l'excédent  
(si dépassement du seuil)  
pour le paiement de l'impôt  
dû au titre des 5 exercices  
suivants.

Chaque don donne lieu à  
un reçu fiscal émis par l'as-  
sociation pour permettre de  
faire valoir ce droit.

*Exemple :*  
*un particulier décidant de  
donner 100 € à Euromed  
IHEDN bénéficiera d'une  
réduction d'impôt de 66 €*

**Vos dons  
sont attendus  
avec intérêt :  
ils conditionnent le  
bon fonctionnement  
de l'association.**

Le Président